

point d'entraver la mise à exécution intégrale de cette disposition si importante. A cet égard, j'espère donc que le ministre responsable des affaires indiennes fera donner suite à cette mesure, subordonnant ainsi la politique à l'intérêt du peuple.

Toutefois, il y a une disposition que je n'accepte pas complètement parce qu'elle déroge au principe qui doit régir l'activité de la Société du crédit agricole. Le fait que deux particuliers qui exploitent une seule ferme pourront, si j'ai bien compris, emprunter jusqu'à concurrence de \$100,000, montre que nous faisons un pas de plus vers l'élimination des petites fermes. En réalité, nous favorisons l'expansion des unités agricoles prospères au lieu d'aider les petites fermes à devenir des unités agricoles rentables. Ce n'était pas là, je crois, l'intention première de la loi.

Il est peut-être difficile pour certaines personnes de comprendre pourquoi le crédit joue un rôle aussi important dans l'exploitation des fermes. La raison est que nous vivons dans une société où rien n'est possible sans argent comptant, et si le cultivateur doit pouvoir obtenir le matériel dont il a besoin afin d'exploiter sa ferme de façon rentable et jouir en même temps des avantages de la société dans laquelle il continue à jouer un rôle important, il faut qu'il puisse obtenir du crédit. Dans ce sens, il est comme beaucoup d'hommes d'affaires, tant dans les grandes que dans les petites entreprises, auxquels on demande de financer les opérations présentes avec des bénéfices futurs.

Peut-être la situation se comprend mieux si l'on compare ce qui est arrivé aux revenus agricoles au cours de l'année dernière avec ce qui est arrivé aux revenus des sociétés.

Selon la *Revue statistique du Canada* de septembre 1968, les revenus agricoles, pour 1966, s'élevaient à 2,204 millions de dollars, pour 1967, le chiffre donné est de 1,698 millions de dollars. Les revenus des sociétés étaient en 1966 de 2,949 millions de dollars, alors qu'ils étaient de 3,194 millions de dollars en 1967.

● (5.40 p.m.)

Ce tableau n'est certainement pas très encourageant pour les agriculteurs du Canada et pour ceux qui croient, comme moi, que l'agriculture demeure un élément essentiel de la prospérité économique de notre pays et que la situation de plus en plus déplorable de l'agriculture représente une menace pour notre économie nationale. Je sais que certains économistes—et ils sont très proches du gouvernement actuel—ne voient l'agriculture que sous la forme de statistiques. Pour moi, c'est bien davantage: c'est une façon de vivre. Certains membres du gouvernement posent en

principe que le remède aux problèmes agricoles consiste à déplacer les cultivateurs, à leur faire abandonner la ferme. Permettez-moi de dire, monsieur l'Orateur, qu'on ne guérit pas la pauvreté rurale en la transplantant en ville; le seul résultat est de créer de la pauvreté urbaine. Je suis né et j'ai grandi dans une ferme de l'Alberta. Je considère cela comme mon héritage le plus précieux. Ces jours ont été les plus heureux de ma vie, les plus libres de tout souci. Aujourd'hui, je vois décroître notre population rurale et je constate le délabrement et la décrépitude de nos petites villes. J'ai parlé à beaucoup de jeunes qui aimeraient retourner à la terre mais ils se résignent à travailler dans nos grandes villes à cause des capitaux considérables qu'exige la mise en train d'une ferme et de l'incertitude qui règne dans cette industrie.

Il n'est pas facile de résoudre ces problèmes, mais, si le gouvernement voulait sincèrement se consacrer à maintenir la ferme familiale traditionnelle et à sauvegarder la vie normale qu'on y mène, les solutions pourraient être trouvées. Il y en a qui prétendent que les cultivateurs sont incompetents, du moins certains d'entre eux. S'il faut en croire ce qu'on lit à la page 82 du cinquième exposé du Conseil économique du Canada, le rendement moyen des travailleurs agricoles a triplé depuis 20 ans. Quelle autre industrie peut se targuer de pareils résultats? D'autres, sous prétexte que l'emploi dans l'agriculture est tombé à moins de 10 p. 100 de l'ensemble de la main-d'œuvre, soutiennent que l'agriculture n'est plus une force avec laquelle il faut compter. C'est une façon de penser pour le moins dangereuse. Quand l'agriculture procure à l'économie de la nation un revenu d'environ 2 milliards de dollars par an, elle constitue un facteur majeur de notre prospérité économique. L'agriculture est le seul secteur où le revenu n'ait pas suivi le rythme d'une productivité grandissante. Le Conseil économique déclare, à la page 88 de son exposé:

Toutefois, le revenu moyen y est demeuré sensiblement au-dessous de la moyenne générale des secteurs non agricoles.

Néanmoins, hélas, ce rapport aura probablement le même sort que les précédents. Le gouvernement le mettra au rancart. L'agriculture est un élément important du bien-être économique du pays et du produit national brut, les prix que paient les fermiers pour acheter du matériel ont plus que doublé, tandis que ceux des produits qu'ils vendent sont demeurés stationnaires; les impôts augmentent constamment, mais le gouvernement annonce aux fermiers, qui peuvent écouler leur blé, qu'ils doivent, pour le crédit agricole, accepter des taux d'intérêt supérieurs. Im-